



service public d'eau potable

Commission consultative des services publics locaux

Réunion du 25 juin 2015

Compte-rendu

Présents

- Raymond Laudrin – Vice-président « relations avec les usagers » de Eau du Morbihan – Président de la CCSPL
- Francis Mounier – Vice-président de Eau du Morbihan – collègue Oust moyen
- Michel Jeannot - Vice-président « affaires administratives et financières » de Eau du Morbihan et collègue Auray Belle-Ile
- Bernard Delhay – Vice-président « Production-Transport » et collègue Blavet amont Pontivy
- René Morice - Vice-président « Distribution » de Eau du Morbihan
- Guy Rival - Vice-président de Eau du Morbihan – collègue Muzillac
- Frédéric Le Gars - Vice-président de Eau du Morbihan – collègue Auray-Belle Ile
- Henri Daniel – Usagers de l'Eau du Morbihan
- Yves Allenou – Familles Rurales
- Jean Le Pen - AFOC
- Henri Girard – Eau et Rivières de Bretagne
- Jean-Paul Touzard – Chambre d'Agriculture du Morbihan
- Sébastien Haentjens – Chambre de Commerce et d'Industrie

Excusés

- Olivier Le Couviour – Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Assistaient également

- Françoise Jéhanno – Directrice de Eau du Morbihan
- Marie Andréan – responsable « contrôle d'exploitation » Eau du Morbihan
- Stéphanie GARCES - CCI

Préambule

Le Président, M. Laudrin, Président de la CCSPL accueille les participants et ouvre la séance à 10 h.

M. Le Pen est désigné secrétaire de séance, sur proposition du Président.

Avant d'engager l'ordre du jour, le Président soumet le compte-rendu de la réunion du 21 novembre 2014 à la validation des membres de la commission. Il est adopté à l'unanimité.

A- PRESENTATION DES PROJETS DE RAPPORTS SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE – EXERCICE 2014

Sur invitation du Président, Mme ANDREAN en charge du contrôle d'exploitation au sein des services de Eau du Morbihan, procède à la présentation des rapports.

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, un rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable pour les compétences exercées au titre de l'exercice 2014 doit être présenté à l'assemblée délibérante. Ce rapport doit être présenté dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Le syndicat de l'Eau du Morbihan exerce les compétences obligatoires Production et Transport de l'eau potable sur 232 communes et la compétence optionnelle Distribution sur 115 communes au 31 décembre 2014.

Deux rapports distincts sont donc présentés au comité syndical le 26 juin 2015 : un premier relatif aux compétences obligatoires Production et Transport qui concerne tous les membres et un second relatif à la compétence optionnelle qui concerne les 115 communes.

Les deux rapports sont mis en ligne après leur adoption par le comité. Ils sont complétés par :

- la note d'information de l'agence de l'eau Loire-Bretagne relative à ses redevances et à son programme pluriannuel d'intervention, conformément aux nouvelles dispositions législatives (Grenelle 2) ;
- les synthèses annuelles établies par l'Agence Régionale de Santé (ARS), en ligne sur le site internet www.eaudumorbihan.fr.

Ne sont repris dans le présent compte-rendu que les principaux échanges entre les membres au fur et à mesure des présentations.

1- RPQS Production et Transport

- Eléments techniques

Mme JEHANNO précise que la production de l'usine de Tréauray est limitée par l'autorisation de prélèvement et l'obligation de respecter un débit réservé dans le Loch. Les besoins sont couverts par l'usine de Langroise (3 000 m³/j) en complément de la production de l'usine de Tréauray (20 000 m³/j maximum).

A la demande du Président, il est précisé que le réseau d'interconnexion fonctionne dans les 2 sens, aux limites hydrauliques près. Pour le feeder 56 de l'IAV (de Férel à Poulmarc'h habituellement), un fonctionnement à l'inverse nécessite des purges et des tests en grandeur nature.

M. DANIEL regrette que des chiffres 2013 mentionnés soient différents de ceux figurant au RPQS 2013. Mme ANDREAN précise qu'il s'agit de recalages, systématiquement mentionnés et expliqués dans le rapport 2014.

- Eléments financiers

Mme JEHANNO souligne l'impact de l'avance remboursable pratiquée par l'agence de l'eau au détriment de la subvention sur l'encours de la dette. Elle interpelle les représentants des usagers en tant qu'ils siègent également au comité de bassin et au conseil d'administration de l'agence. La redevance prélèvement, tout comme la redevance prélèvement sur les factures aux abonnés ne diminue pas pour autant.

2- RPQS Distribution

- Eléments techniques

M. DANIEL interpelle Eau du Morbihan sur les 20 % de pertes d'eau identifiées dans le bilan des volumes alors que le rapport fait figurer 83 % de rendements. Il considère ce niveau de rendement comme non acceptable, tout en reconnaissant que Eau du Morbihan figure parmi les meilleurs élèves.

Mme ANDREAN rappelle que la définition menant au 83 % figure au RPQS. Mme JEHANNO rappelle que le service de Distribution de Eau du Morbihan est un service rural et qu'un tel rendement est très bon au vu de cette caractéristique (15 abonnés/km de réseau).

M. LE GARS demande à M. DANIEL de modérer ses propos, le rendement étant parmi les meilleurs. Un réseau totalement étanche ne peut pas exister. M. LAUDRIN rappelle que dans certains secteurs en France, le rendement atteint à peine 50 %. M. RIVAL souligne que les travaux actuels sont mieux réalisés que par le passé, garant de leur durabilité.

- Tarifs

M. RIVAL fait remarquer que la facture est identique à celle de 2002, ce qui n'est pas le cas de beaucoup de services.

A la demande de M. GIRARD sur l'évolution des tarifs, Mme JEHANNO indique que l'objectif est de stabiliser le TFEG à son niveau actuel. Quant aux tarifs à l'abonné, tout dépend de l'investissement nécessaire, et notamment pour renouveler les réseaux et maintenir les rendements.

- Indicateurs de performances

Le rendement est de 83,11 %. Mme ANDREAN précise qu'il convient de retenir la même méthode de calcul pour suivre son évolution d'une année sur l'autre. L'objectif est, selon les secteurs, d'atteindre les 80 % et de maintenir le rendement actuel lorsqu'il est déjà au-delà de 80 %. M. RIVAL rappelle que le non-respect des objectifs de rendement fait l'objet de pénalités financières au titre des contrats d'exploitation.

M. ALLENOU s'interroge sur l'augmentation des plaintes. Ces dernières sont principalement dues à la tempête et aux inondations de fin 2013-début 2014.

B- AVIS SUR LE MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC

Eau du Morbihan est concerné par deux contrats d'exploitation qui arrivent à échéance au 31/12/16.

Périmètre initial	Mode de gestion	Exploitant	Depuis	Durée (ans)	Date de fin	Objet
Eau du Morbihan	Marché de service	SAUR	01/01/2012	5	31/12/2016	<i>Exploitation du (réseau d'interconnexion et patrimoine Transport)</i>
SIAEP de la Presqu'île de Rhuys	affermage	SAUR	01/01/2001	10	31/12/2016	<i>Exploitation du service Production et Transport (ressource, unités de Patrimoine Production)</i>

Le rapport joint au dossier de séance rappelle :

- La situation actuelle des périmètres concernés ;
- Le descriptif des différents modes de gestion ;
- Les caractéristiques des prestations que doit assurer l'exploitant ;
- Le déroulement des procédures.

Mme ANDREAN procède à sa présentation. Afin d'engager le débat, elle fait part de sa position en tant que technicienne.

Pour l'exploitation de l'usine de Trégat, moins de 1 Equivalent-Temps-Plein est aujourd'hui affecté par l'exploitant. Par contre, les compétences sont multiples (chimiste, électromécanicien, ...). L'exploitation en régie ne semble pas adaptée dans ce cas. Etant donné qu'il n'y a pas de relation avec l'abonné, s'agissant de la compétence Production, l'affermage ne se justifie pas. Enfin, une durée de 3 ans, pour arriver à la même échéance que les contrats voisins n'est pas réaliste, tant sur les éléments techniques que financiers. Un contrat au 31/12/2021 semble plus réaliste et est cohérent avec la directive concession qui limite les contrats à 5 ans (même si l'eau n'est pour le moment pas concernée).

Pour le Transport et la gestion des interconnexions, il lui semble logique de reconduire un marché de prestations de service pour 5 ans, comme le contrat actuel, soit à échéance 2021, qui correspond qui plus est à l'échéance de la plupart des contrats d'exploitation des usines qui introduisent de l'eau dans le réseau d'interconnexion.

Ces propositions sont reprises par le Président, à savoir :

- secteur de Rhuys – Production / Transport et Trégat 2 = marché de service à échéance 31/12/2021
- interconnexion = marché de service à échéance 31/12/2021

Ces propositions sont adoptées à la majorité moins 2 abstentions.

MM. ALLENOU et GIRARD estiment en effet ne pas avoir suffisamment d'éléments pour décider, même s'ils rejoignent l'analyse présentée. M. ALLENOU souligne le risque d'être pris en tenaille par les grands groupes.

M. DELHAYE indique que la situation a fortement évolué depuis quelques années : il y a une réelle concurrence, qui plus est très encadrée par les collectivités et leurs services. Pour preuve l'éviction de SAUR sur le territoire de Pontivy communauté au profit de STGS. M. MORICE appuie cet argument : une durée courte met plus de pression sur l'exploitant.

M. ALLENOU reconnaît la compétence de Eau du Morbihan en matière de contrôle d'exploitation.

C- QUESTIONS DIVERSES

- Tarifs

M. DANIEL interroge le Président sur une éventuelle évolution des tarifs aux industriels. M. LAUDRIN lui précise qu'une réflexion sur la grille tarifaire va être engagée sur le sujet dès la fin de l'été, à laquelle la CCSPL sera également associée. M. MOUNIER attire cependant l'attention sur le fait que ces industriels créent de l'emploi en Morbihan.

- Péréquation

M. DANIEL souhaite connaître l'évolution des relations avec Pontivy communauté, AQTA et le SIAEP de Questembert à propos des excédents de péréquation. Mme JEHANNO précise que les discussions sont engagées avec AQTA et Pontivy communauté. Par contre le SIAEP de Questembert ne souhaite pas discuter.

- Exploitation

M. DANIEL s'inquiète de la présentation des comptes d'affermage. Mme ANDREAN précise qu'ils sont analysés par contrat et présentés aux élus par collège territorial dans le cadre du rapport d'expertise. Par contre, s'agissant du compte annuel des résultats d'exploitation, un travail est en cours pour affiner les différentes lignes et bien sérier les frais de structures notamment.

M. DANIEL souhaite avoir une explication relative aux tarifs/m3 qui ont augmentés de façon conséquente en Production. Pour ce qui concerne Belle-Ile, la cause en est la mise en service de la nouvelle unité d'Antoureau, qui nécessite l'acheminement de plus de réactifs. Pour ce qui concerne Guiscriff et Gueméné sur Scorff, l'augmentation traduit un accord pour des travaux concessifs ayant pour objet de faire perdurer les installations existantes.

- Information

Mme JEHANNO rappelle que les RPQS sont librement téléchargeables sur le site internet de Eau du Morbihan www.eaudumorbihan.fr, dès leur adoption par le Comité. Les diaporamas correspondant à leur présentation, ainsi que celui que le mode de gestion du service sont consultables sur la rubrique privée, réservée aux élus et partenaires (identifiant : EDM – mot de passe : eaupotable) de la séance du comité du 26 juin 2014.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président clôt la séance à 12 h 45.